

RCS : AVIGNON  
Code greffe : 8401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AVIGNON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1999 B 00003  
Numéro SIREN : 421 260 779  
Nom ou dénomination : AFM

Ce dépôt a été enregistré le 14/02/2024 sous le numéro de dépôt 2161

**AFM**  
**SARL AU CAPITAL DE 1 000 €**  
**SIEGE : 1021, chemin de la Rayette 84 460 CHEVAL BLANC**  
**RCS AVIGNON B 421 260 779**

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**  
**DU 5 JANVIER 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le 5 janvier, à 9 Heures,  
Au siège social, à Cheval Blanc, 1021, chemin de la Rayette,

Les associés de la société AFM SARL se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire.

Sont présents :

M. ANDRE Frédéric,

porteur de 750 parts,

Mme ANDRE Anne-Marie,

porteur de 250 parts,

L'assemblée est présidée par Frédéric ANDRE en sa qualité de gérant associé. Le président constate que le quorum est atteint et que l'assemblée peut valablement délibérer.

Le président rappelle que la présente Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément d'un nouvel associé,
- Prise en considération de la cession de parts sociales,
- Changement de gérance,
- Transfert du siège social,
- Modification des statuts.

Le président dépose les documents suivants, qui vont être soumis à l'assemblée :

- Le texte des projets de résolutions.

Le président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires sont tenus à la disposition des associés au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis, il présente l'unique projet de résolution à l'assemblée et ouvre la discussion. Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix l'unique résolution figurant à l'ordre du jour :

**PREMIÈRE RÉSOLUTION**

Après lecture par le Président de l'exposé de l'opération envisagée, l'assemblée générale décide d'agréer la SAS PALART HOLDING, représentée par monsieur Arthur PALACIOS, en qualité de nouvel associé de la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **DEUXIEME RÉSOLUTION**

Comme suite à la résolution précédemment adoptée, le président présente le projet de cession de 950 parts sociales de la société au profit de la SAS PALART HOLDING. Aucune objection étant formulée, la modification des statuts liée à ladite cession de part sociales sera réalisée dès signature par les parties de l'acte de cession des 950 parts sociales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **TROISIEME RESOLUTION**

Le Président de séance, suite à la démission de la gérance présentée par monsieur Frédéric ANDRE, propose la nomination de monsieur Arthur PALACIOS, né le 14 avril 1994, aux fonctions de gérant de la société, à compter de ce jour, et pour une durée indéterminée ; ce qu'il accepte expressément.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **QUATRIEME RESOLUTION**

Le Président de séance, propose de transférer le siège social de la société au 247 cours Gambetta à CAVAILLON (84300), à compter du 31 décembre 2023.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **CINQUIEME RESOLUTION**

Le Président de séance, propose de modifier les statuts de la société, afin de les mettre en conformité avec les précédentes résolutions adoptées par la présente assemblée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **SIXIEME RESOLUTION**

Tous pouvoirs sont accordés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour accomplir les formalités de publicité ou de dépôt prévues par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 10 Heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le procès-verbal qui a été signé, après lecture par les associés présents, et par monsieur Arthur PALACIOS, qui accepte les fonctions de gérant de la société.

**SARL AFM**  
**Au capital de 1 000 €**  
**1021 CHEMIN DE LA RAYETTE**  
**84 460 CHEVAL BLANC**  
**RCS : AVIGNON B 421 260 779**

**ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES**

L'an deux mille vingt-quatre.  
Le 5 janvier 2024 à 10 heures.

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Madame Anne Marie ANDRE née VEVE,  
née le 21 octobre 1970 à VILLENEUVE LES AVIGNON (GARD),  
Demeurant 1021 chemin de la Rayette  
84460 CHEVAL BLANC

Monsieur Frédéric ANDRE,  
né le 13 mai 1968 à CAVAILLON (VAUCLUSE),  
Demeurant 1021 chemin de la Rayette  
84460 CHEVAL BLANC

Mariés sous le régime de la communauté légale réduite aux acquêts,

Ci-après dénommés « les cédants »  
D'une part

Et :

La SAS PALART HOLDING  
Immatriculée au RCS D'AVIGNON sous le Numéro 919 135 228,  
Domiciliée : 116 chemin Saint Gens 84170 MONTEUX,  
Représentée par son Président, monsieur Arthur PALACIOS,

Ci-après dénommé « le cessionnaire »  
D'autre part

Il a été convenu la cession de parts faisant l'objet des présentes.

Préalablement à ladite cession de parts, il a été exposé ce qui suit :

FA

ATA

AP

## **EXPOSE**

Par acte sous seing privé, il a été constitué le 1 novembre 1998 une société dénommée AZUR PROVENCE COMPTA dont l'objet est l'exercice de la profession d'expertise comptable. Par assemblée générale extraordinaire du 29 août 2011, la dénomination sociale a été modifiée en AFM.

Cette société dont le siège se situe actuellement à CHEVAL BLANC, 1021 chemin de la RAYETTE, est immatriculée au Greffe du Tribunal d'AVIGNON sous le numéro 421 260 779. Son capital social s'établit à 1 000 €, divisé en 1 000 parts.

La société a ouvert en janvier 2020 un établissement secondaire à CAVAILLON, sis 247 cours GAMBETTA.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

### **1 – CESSIION DE PARTS**

Par les présentes, Madame Anne Marie ANDRE et Monsieur Frédéric ANDRE, époux communs en biens, soussignés de première part cèdent et transportent 950 parts sociales, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, réparties comme suit :

- 700 parts numérotées de 51 à 750 inclus, attribuées à M. Frédéric ANDRE,
- 250 parts numérotées 751 à 1 000 inclus, attribuées à Mme Anne Marie ANDRE.

à, soussignés de seconde part et, qui acceptent la pleine propriété de 950 parts sociales réparties comme suit : 950 parts sociales de 51 à 1 000 inclus, attribuées à la SAS PALART HOLDING.

### **2 – PROPRIETE – JOUISSANCE**

Le cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour. En conséquence, il aura seul droit à tous les bénéfices qui seront mis en distribution sur ces parts.

### **3 – CONDITIONS GENERALES**

Les cessionnaires, subrogés dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées, déclare bien connaître les statuts de la société, en étant déjà associés.

### **4 – PRIX - MODALITES DE PAIEMENT**

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 182,60 Euros (cent quatre-vingt-deux euros et soixante cents) par part soit au total 173 470 Euros (cent soixante-treize mille quatre cent soixante-dix Euros) pour 950 parts

BA

ATA

AP

cédées, laquelle somme a été payée au comptant, séance tenante, aux vendeurs qui leur en donnent bonne et valable quittance, à savoir :

- à Monsieur Frédéric ANDRE, 127 820 €,
- à Madame Anne Marie ANDRE, 45 650 €, Dont quittance

Etant précisé que le prix de cession a été défini entre les parties, comme suit :

- Montant des capitaux propres de la SARL AFM au 30 juin 2023, corrigé des retraitements suivants :
  - déduction de la distribution de dividendes du 31 août 2023,
  - réduction du capital, préalable à la cession de parts sociales, de 99 000 €, par réduction de la valeur nominale des parts sociales, ramenant le capital social de 100 000 € à 1 000 €,
  - cession de la branche d'activité commissariat aux comptes à monsieur Frédéric ANDRE, moyennant le prix de 50 000 €,
  - valorisation de la branche d'activité d'expertise comptable à hauteur de 98 300 € pour 244 000 € d'honoraires hors taxes facturés annuellement et correspondant aux missions annuelles conclues avec la clientèle conservée par la société AFM,
  - prise en considération d'un résultat courant avant impôt, intercalaire du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 31 décembre 2023, s'élevant à + 10 000 €.

## **5 – DECLARATIONS DES PARTIES**

Les CEDANTS déclarent :

- qu'ils ont l'entière capacité civile,
- qu'ils ne sont ni en cessation de paiements, ni en déconfiture,
- que la SOCIETE n'est pas en cessation de paiements et qu'elle ne fait pas l'objet d'une procédure applicable aux entreprises en difficulté,
- que les parts sociales peuvent être cédées librement,
- que la société a souscrit toutes les assurances nécessaires pour son activité, qu'elle est à jour dans le paiement de ses primes et qu'elle n'a fait à ses assureurs aucune déclaration de nature à lui faire perdre le bénéfice d'un droit à indemnisation en cas de sinistre,
- que les parts cédées ne font l'objet d'aucun démembrement de propriété,
- que les comptes ainsi que les bilans remis au cessionnaire sont sincères et qu'ils ou donnent une image fidèle de la situation de la société,

FA

ARA

AA

- que toutes les provisions nécessaires pour couvrir les risques de dépréciation des actifs ou les différentes charges ont été passées dans les comptes,
- que depuis la clôture du dernier exercice, la société a fait l'objet d'une gestion rigoureuse et qu'aucune décision de nature à compromettre l'avenir de la société ou sa situation financière n'a été prise,
- qu'ils n'omettent aucune déclaration qui aurait été de nature à modifier le jugement porté par le cessionnaire sur la valeur des parts ou sur les perspectives de la société s'il en avait eu connaissance,
- qu'ils garantissent entièrement le cessionnaire contre toute dépréciation d'actifs ou contre toute dette dont le cessionnaire n'aurait pas eu connaissance,
- que le contrat de travail dont bénéficient au sein de l'entreprise madame Anne Marie ANDRE sera rompu au plus tard au 31 décembre 2023 à l'initiative de l'employeur, et que le coût de la rupture conventionnelle du contrat de travail a été prise en considération dans l'évaluation du prix des parts sociales,
- s'engagent à démissionner de tout mandat social au sein de la SOCIETE, au plus tard au jour de la signature des présentes,
- qu'ils remettent au CESSIONNAIRE :
  - toutes les clés en leurs possession,
  - la liste de tous les codes d'accès de tous les logiciels utilisés par la société,
  - l'accès à toutes les boîtes mails de la société,
  - l'accès aux comptes bancaires,
  - l'accès à l'historique de la société cédée, qui pourrait être utile au CESSIONNAIRE comptablement, juridiquement, mais aussi au niveau de la RCP,
  - tous les documents non atteints par les prescriptions légales,
- qu'ils s'engagent à procéder à la présentation des clients du portefeuille,

Le CESSIONNAIRE déclare :

- qu'il a l'entière capacité civile,
- qu'il n'est ni en cessation de paiements, ni en déconfiture,
- qu'il a pris connaissance des documents suivants :
  - statuts à jour de la société,
  - procès-verbaux des assemblées générale ordinaires et extraordinaires de la société des 3 dernières années,
  - comptes et bilans annuels de tous les exercices,
  - état des inscriptions de privilèges et de protêts,

GA

ATA

AP

- accepter aux frais de la SARL AFM la poursuite des différents contrats conclus à cette date par la société AFM,
- s'engager à procéder à ses frais, au remplacement des dirigeants sociaux de la SOCIETE.

## **6 – GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF**

Les CEDANTS garantissent :

- la consistance et le montant des actifs de la société tels qu'ils ressortent du patrimoine de la SARL AFM arrêté au 30 juin 2023,
- que toutes les dettes contractées par cette société et qui apparaissent au « bilan » le sont dans le cadre de l'activité normale de ladite société telle que définie par son objet social ;
- que les immobilisations sont comptabilisées dans « le bilan » pour le prix de revient diminué d'un amortissement conforme aux règles comptables habituellement retenues en France ;
- que cette société n'a fourni aucune caution, aucun aval ou, plus généralement, toute autre garantie qu'elle qu'en soit la forme.

En conséquence, LES CEDANTS garantissent LE CESSIONNAIRE, en renonçant au bénéfice de discussion, de toute diminution d'actif ou de tout passif nouveau, notamment fiscal ou social, qui pourrait se révéler, ayant une origine antérieure à la date de ce jour et qui n'aurait été ni inscrit ni provisionné ou aurait été insuffisamment provisionné dans « le bilan » établi à la date susvisée. Toute diminution d'actif ou tout passif nouveau ferait l'objet d'un paiement au CESSIONNAIRE d'un même montant, qui serait considéré comme une diminution du prix de cession des parts. Tout remboursement devra être effectué au CESSIONNAIRE dans les huit jours du paiement par la société AFM. Toutefois, tout passif révélé qui serait représenté par des charges effectivement déductibles, serait éventuellement réduit à concurrence d'un montant égal au taux réel de l'impôt sur les sociétés y afférent.

Pour permettre la bonne application de la présente garantie de passif, LE CESSIONNAIRE devra porter à la connaissance des CEDANTS la réclamation de tous tiers faisant valoir une créance inconnue ou insuffisamment provisionnée, la survenance de tout contrôle de toute administration, dans les quinze jours où il en aura connaissance, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. Il devra l'informer de même du résultat desdites réclamations ou contrôles. En cas de désaccord des CEDANTS, ladite société serait alors tenue de mener toute procédure en contrepartie de l'engagement pris par les CEDANTS de supporter les frais et honoraires du conseil qu'ils choisiront. Dans cette hypothèse, les CEDANTS seraient également tenus de supporter le montant des intérêts de retard que sa résistance entraînerait. En cas de non-réponse des CEDANTS dans le mois de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception, ou de refus, même tacite, de discuter dans le même délai de la réalité du passif ou de la dette révélée, cette dernière sera réputée acceptée par LES CEDANTS. En outre, l'ensemble de ses obligations contenues dans le présent contrat survivra pendant toute la durée des différentes prescriptions et au-delà pour les contentieux ou procédures en cours auxdites dates.

Pour la mise en œuvre de cette garantie d'actif et de passif, il est convenu que celle-ci ne s'appliquera qu'au-delà d'une franchise d'un montant global de TROIS MILLE EUROS (3000 €). En deçà de ce montant le CESSIONNAIRE ne disposera d'aucun recours au titre de cette garantie, vis-à-vis des CEDANTS. Par ailleurs, le montant de la garantie d'actif et passif

FA

AMA

AP

est plafonnée pour l'ensemble des risques, au montant global de DIX MILLE EUROS (10 000€).

### **7 – NON SOLLICITATION DE CLIENTELE**

A titre de condition essentielle et déterminante sans laquelle le CESSIONNAIRE n'aurait pas contracté, les CEDANTS s'interdisent de s'intéresser directement ou indirectement à la clientèle exploitée par la société AFM, exception faite des clients énumérés de manière exhaustive dans la convention de résiliation du commodat conclue entre la SARL AFM et monsieur Frédéric ANDRE.

### **8 – REMISE DE PIECES**

Le CESSIONNAIRE reconnaît avoir parfaite connaissance des statuts et des comptes sociaux, les bilans et comptes de résultat des trois derniers exercices lui ayant été remis antérieurement à la présente cession.

### **9 – AGREMENT DE LA CESSION DE PARTS – SIGNIFICATION**

#### **- AGREMENT :**

Conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts, la présente cession de parts, est subordonnée à l'agrément des autres associés.

L'assemblée générale de la société qui s'est réunie ce jour a autorisé cette vente dans les conditions susvisées.

#### **- SIGNIFICATION :**

La cession des parts sera opposable à la SARL AFM par la mention du transfert sur les registres de la société et aux tiers après accomplissement de cette formalité et dépôt auprès du Tribunal d'AVIGNON.

### **10 – ORIGINE DE PROPRIETE**

Les parts présentement cédées dépendent respectivement du patrimoine des cédants, pour les avoir acquises lors de la constitution.

### **11 – DECLARATIONS GENERALES**

Les soussignés de première et seconde parts déclarent, chacun en ce qui les concerne, qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, et qu'il n'existe aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des parts cédées.

### **12 – VALIDITE DE L'ACTE**

La présente cession acquerra date certaine à compter de l'enregistrement du présent acte sous seing privé auprès de la Recette des Impôts d'AVIGNON.

FA

ATA

AF

### **13 – FORMALITES DE PUBLICITE**

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité, en particulier de porter mention du transfert sur le registre de parts et de déposer deux originaux des présentes au Greffe du Tribunal d'AVIGNON.

### **14 – ENREGISTREMENT**

Les parties requièrent l'enregistrement de l'acte de cession du droit proportionnel de 3 %, conformément aux dispositions de l'article 726 du Code Général des Impôts, compte tenu de l'abattement d'assiette prévu par le CGI et s'élevant à 23 000 € pour l'ensemble des parts, à savoir :

Abattement : 23 000 € x 950 parts / 1000 parts : 21 850 €  
Valeur globale des titres cédés : 173 470 €  
Assiette pour le calcul des droits d'enregistrement : 151 620 €.

### **15 – FRAIS**

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par les cessionnaires pour ce qui concerne la cession des parts.

Fait à Cheval Blanc, le cinq janvier 2024,

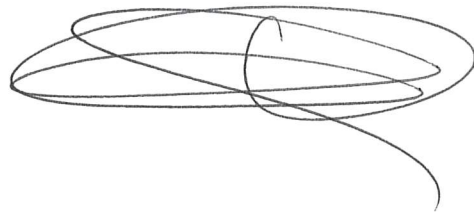
En quatre exemplaires, dont :  
1 pour l'enregistrement  
1 pour les cédants  
1 pour les cessionnaires  
1 pour le dépôt légal.

#### **Les cédants**

Madame Anne Marie ANDRE



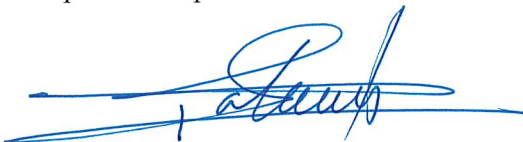
Monsieur Frédéric ANDRE



#### **Le cessionnaire**

SAS PALART HOLDING

Représentée par M PALACIOS Arthur



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
AVIGNON 1

Le 29/01/2024 Dossier 2024 00006209, référence 8404P01 2024 A 00377  
Enregistrement : 4549 € Penalités : 0 €  
Total liquidé : Quatre mille cinq cent quarante-neuf Euros  
Montant reçu : Quatre mille cinq cent quarante-neuf Euros



# **AFM S.A.R.L.**

Société à responsabilité limitée au capital de 1000 €

*Siège social : 247 cours Léon Gambetta  
84300 CAVAILLON*

RCS AVIGNON B 421 260 779

## **STATUTS**

Modifiés suite à l'assemblée générale extraordinaire du 5 janvier 2024

Certifiés conformes

Le gérant

# ***AFM***

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 1 000 €  
Siège social : 247 cours Léon Gambetta  
84300 CAVAILLON

## **STATUTS**

### **Les soussignés :**

- Monsieur Frédéric ANDRE, expert-comptable, inscrit près du conseil de l'ordre de MARSEILLE, commissaire aux comptes inscrit près la cour d'appel de NIMES, né le 13 mai 1968 à CAVAILLON et demeurant quartier les Rayettes à CHEVAL BLANC (84460),
- Madame Anne-Marie VEVE, épouse ANDRE, aide comptable, née le 21 octobre 1970 à VILLENEUVE LEZ AVIGNON et demeurant quartier les Rayettes à CHEVAL BLANC (84460),
- Monsieur Maurice RIGAUD, exploitant agricole, né le 9 février 1936 à AVIGNON et demeurant l'Amandière, Clos coupe d'or à AVIGNON (84000),
- Monsieur Pierre RIGAUD, comptable, né le 4 septembre 1944 à AVIGNON et demeurant chemin Saint Gabriel à AVIGNON (84000),
- Monsieur Jacques SORBIER, expert-comptable inscrit près du conseil de l'ordre de MARSEILLE, né le 2 mai 1949 à CARPENTRAS et demeurant 169, chemin de la Souvine, avenue Sainte Catherine à MONTFAVET (84140),
- SARL ALLIANCE PLUS, société de gestion et de prise de participation au capital social de 50 000 Francs, domiciliée 6, rue Cardeline à MONTFAVET (84 140),
- SA COGEPAR, société de participation d'expertise comptable au capital social de 2 510 000 francs, inscrite près de l'ordre des experts comptables de MARSEILLE, domiciliée Bâtiment L1, Marché gare d'intérêt national à AVIGNON (84000),

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

### **ARTICLE 1 - FORME**

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce et l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

## ARTICLE 2 – DENOMINATION

La dénomination est, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2011 : AFM

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots “société à responsabilité limitée ” ou des lettres S.A.R.L. et l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes» et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

## ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables ;

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

## ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à compter du 31 décembre 2023 à : CAVAILLON (84 300) 247, cours Léon Gambetta.

Il peut être transféré dans la même ville, par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

## ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation prévus aux présents statuts.

## ARTICLE 6 – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

### 1- Apport en nature

Monsieur Frédéric ANDRE :

Documentation Organique de base	2 000.00
Logiciel ISACOMPTA + Liasse ISAGRI	13 000.00
Ordinateur DELL Penthium 200	8 000.00
Imprimante Brother HL 760	2 000.00
Droit au bail local situé 247, cours GAMBETTA (CAVAILLON)	24 000.00
<b>Au total :</b>	<b>49 000.00 francs</b>

Les biens faisant l'objet de l'apport en nature de Monsieur Frédéric ANDRE dépendent de la

communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint. Mme Anne-Marie VEVE, épouse ANDRE intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associée. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Frédéric ANDRE.

## **2- Apport en Numéraire**

Monsieur Frédéric ANDRE apporte à la société une somme en espèces de vingt sept mille Francs, ci 27000 Francs.

Madame Anne-Marie VEVE, épouse ANDRE a demandé à être personnellement associée à concurrence d'une part sociale. Les parts sociales rémunérant cet apport sont donc attribuées à Monsieur Frédéric ANDRE à hauteur de vingt six mille francs (26 000 francs), et à Madame Anne-Marie VEVE épouse ANDRE à hauteur de mille francs (1 000 francs).

Monsieur Maurice RIGAUD apporte à la société une somme en espèces de quatre mille Francs, ci 4000 Francs.

Monsieur Pierre RIGAUD apporte à la société une somme en espèces de quatre mille Francs, ci 4000 Francs.

Monsieur Jacques SORBIER apporte à la société une somme en espèces de quatre mille Francs, ci 4000 Francs.

La société ALLIANCE PLUS apporte à la société une somme en espèces de quatre mille Francs, ci 4000 Francs.

La SA COGEPAR apporte à la société une somme en espèces de huit mille Francs, ci 8 000 Francs.

## **3- Augmentation du capital social**

L'assemblée générale extra-ordinaire en date du 27 janvier 2014, a décidé d'augmenter le capital social de la société, d'un montant de 84 755,10 €.

## **4 – Réduction du capital social**

*Par assemblée générale extraordinaire en date du 6 novembre 2023, les associés ont décidé de procéder au remboursement partiel du capital social de la société, à hauteur de 99 000 €, par réduction de la valeur nominale des 1 000 parts sociales.*

## **5- Total des apports**

Le nouveau montant des apports est égal au capital social, soit : 1 000,00 €

## **ARTICLE 7 – AVANTAGES PARTICULIERS**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage au profit de personnes associées ou non.



## **ARTICLE 10 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES**

### **1/ Transmission entre vifs**

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, sauf au profit d'un associé expert-comptable, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent dans un délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt aux taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou de l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ces parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieux et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent acte, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

En tout état de cause, les trois quarts du capital et des droits de vote doivent toujours être détenus par des Experts-Comptables, conformément à l'article 7-1 –1° de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

La signification par voie d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

## **2/ transmission par décès**

en cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un Expert-Comptable associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ses qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans les délais de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritiers ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayant droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

## **3/ Liquidation d'une communauté de biens entre époux**

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver

la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, de la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

#### **4/ Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens**

Si durant la communauté de biens existant entre époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

5/ Dans tous les cas susvisés, les trois quarts des parts sociales devront être détenues par au moins un Expert-Comptable inscrit au Tableau de l'Ordre.

### **ARTICLE 11 – CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE**

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social ou des droits de vote détenus par des experts-comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenu par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses parts sociales permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses parts sociales étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du code civil.

## **ARTICLE 12- INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES**

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire. Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent. Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

## **ARTICLE 13 – RESPONSABILITE DES ASSOCIES**

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsable, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les Experts-Comptables assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité personnelle de chaque Expert-Comptable en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux doivent être assortis de la signature personnelle de l'Expert-Comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

## **ARTICLE 14 – GERANCE**

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés Experts-Comptables et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

## **ARTICLE 15 – DECISIONS COLLECTIVES**

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se dérouleront selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

## **ARTICLE 16 - MAJORITES**

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

## **ARTICLE 17 – ANNEE SOCIALE**

L'année sociale commence le 01/07 de chaque année et finit le 30/06 de l'année suivante.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 30/06/1999.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

## **ARTICLE 18 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende

proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution des réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

### **ARTICLE 19 -CONTESTATIONS**

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil de l'Ordre des Experts-comptables.

### **ARTICLE 20 – NOMINATION DU GERANT**

Le nouveau gérant de la société nommé sans limitation de durée par l'assemblée générale extraordinaire au 5 janvier 2024 est Monsieur Arthur PALACIOS, expert-comptable. Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

### **ARTICLE 21 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES – ENGAGEMENT DE LA PERIODE DE FORMATION**

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des actionnaires depuis le 10 septembre 1998 à l'adresse prévue du siège social.

Les associés donnent mandat à son fondateur de prendre pour le compte de la société les engagements suivants :

- accomplir les formalités administratives auprès de l'ordre des Experts-Comptables,
- accomplir les actes de gestion relatifs à l'objet de la société,

Ces engagements seront également repris par la société par le fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

## **ARTICLE 22 – PUBLICITE – POUVOIRS**

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance.

Modifiés à Cavaillon, suite à l'assemblée générale extraordinaire du 5 janvier 2024

En autant d'exemplaires  
Que requis par la loi

Certifié conformes  
Le gérant.  
M. Arthur PALACIOS